

Quand l'Algérie délaisse ses athlètes

# Des judokas vivent sans papiers en Europe

Quelques jours avant le début du Mondial sud-africain de football, deux anciens judokas algériens étaient tués par une voiture de police près de Londres. Ils vivaient en situation irrégulière en Grande-Bretagne depuis 4 ans. Comme d'autres athlètes de talent, ils avaient rejoint les contingents de harragas en terre européenne. Dans leur cas, le sport qui devait leur ouvrir les portes du succès et de l'aisance matérielle en Algérie était une condamnation à la précarité. Les champions ne sont pas mieux lotis. Détenteur de plusieurs médailles, Omar Meridja s'apprête à rallier Londres pour entamer une carrière dans le combat de cage.

Un drame aux apparences de fait divers a précédé l'entrée en lice du onze national dans le tournoi sud-africain en juin dernier. Une semaine avant le Mondial de football, deux anciens judokas algériens, Sid Ali Mellal et Réda Lecheheb, âgés respectivement de 27 et 35 ans, étaient tués par une voiture de police à Luton, près de Londres.

Ils étaient en situation irrégulière en Grande-Bretagne depuis quatre ans. La nuit de l'accident, Réda avait invité Sid Ali, son cousin Djamel et Mouffok, un quatrième colocataire, à dîner dans un restaurant pour célébrer l'acquisition d'un appartement à Bab El-Oued, son quartier d'enfance. De retour vers la maison, les anciens athlètes sont percutés violemment par un véhicule des agents de l'ordre. Ils rendent l'âme sur la chaussée. Quelques jours plus tard, leurs parents ont rendez-vous à l'aéroport d'Alger. Ils croisent des supporters joyeux en partance pour le pays de Mandela. Ils sont jeunes, de la même génération que leurs enfants renvoyés au pays dans deux cercueils. "Si Réda avait pu acheter un logement quand il vivait encore à Alger, il n'aurait jamais tenté l'aventure de l'émigration clandestine. C'est la misère qui l'a ramené ici", déplore Mouffok. Plein de rage, il accuse les autorités algériennes de transformer des sportifs de talent en pitoyables harraga, contraints de renoncer à leurs rêves pour gagner leur croûte en terre étrangère. Détenteur d'un diplôme de technicien supérieur en sport, Réda travaillait au noir dans une sandwicherie professionnelle à Luton. "Il n'a jamais pu exercer son métier quand il était en Algérie, ni même poursuivre sa carrière de judoka", relate Mouffok, de plus en plus furieux. Sa colère enfle quand il compare l'indigence de son ami avec le faste dans lequel se sont déroulés la préparation des Verts et leur déplacement en Afrique du Sud. Avion spécial, hôtels de luxe, rémunérations astronomiques...

"Les joueurs ont été traités comme des stars pendant que d'autres sportifs crèvent la dalle et choisissent en définitive de quitter le pays", constate Salah, président d'Algerian Relief, une association d'aide aux Algériens du Royaume-Uni. Au lendemain de l'accident, il s'est déplacé à Luton, muni d'une caméra, pour recueillir les témoignages des rescapés et les poster sur Youtube. Parmi ses connaissances figurent des athlètes sans papiers, qui ont posé leur baluchon sur les rives de la Tamise. Il cite le cas d'un jeune lutteur qui a trouvé un emploi dans une boulangerie. Il économise une partie de son salaire et utilise le reste pour s'entraîner dans une salle. "Il pense s'en sortir un jour en se faisant remarquer par le patron d'un club", révèle Salah. L'éjection prématurée des Verts du Mondial exacerbe son courroux. "Si les footballeurs locaux étaient bien pris en charge. Saâdane n'aurait pas ratissé l'Europe à la dernière minute pour recruter des joueurs issus de l'émigration", fait-il remarquer. Sur le vieux continent, en France plus précisément, se trouvent des amateurs du ballon rond dont le sélectionneur national ignore l'existence. Ils sont sans papiers comme certains handballeurs, basketteurs, coureurs et beaucoup de judokas.

Rachid, appelons-le ainsi, compte parmi les nombreux lecteurs de Liberté qui ont réagi au décès de Réda Lecheheb et Sid Ali Mellal. Il les connaît pour les avoir fréquentés à Alger. Au lieu de se rendre à Londres, Rachid a choisi Paris. Il avait à peine 21 ans à son arrivée dans la Ville lumière, il y a quelques années. Dans ses bagages, il n'a pas oublié d'enfourer son kimono. "Je n'ai jamais eu l'intention d'abandonner le judo", avoue-t-il.

L'expérience plutôt réussie de certains de ses camarades lui a donné foi en l'avenir. "En France, il est possible pour un sans-papiers d'évoluer dans un club et de disputer des tournois", assure le judoka. Depuis peu, il a intégré une équipe de Sartrouville, en espérant que ses performances pousseront les responsables du club à l'aider à obtenir des papiers. En attendant, il gagne sa vie en pratiquant la plomberie. "Je ne serais arrivé nulle part si j'étais resté au pays", dit-il en s'inspirant du sort peu reluisant de judokas renommés. "Salim Attouche est trois fois champion d'Algérie. Mais il n'a jamais été appelé en équipe nationale", constate Rachid. Il évoque l'existence d'embûches qui entravent le développement des carrières des judokas. Ces obstacles sont à la fois bureaucratiques et matériels. "Le judo est un sport délaissé. C'est dommage, car cette discipline a donné beaucoup de médailles à l'Algérie", assène l'athlète en exil en piochant au hasard dans un réservoir de vainqueurs comme Salima Souakri, Soraya Haddad et Omar Meridja.

Le dernier cité se prépare à rejoindre Londres dans peu de temps. À 34 ans, il veut donner une nouvelle impulsion à sa carrière en pratiquant le combat de cage (the cage fighting), un sport multidisciplinaire très violent qui comprend le judo, la lutte et la boxe. "C'est un sport de maturité dans lequel se convertissent les grands champions de judo", affirme Omar. Il admet également que le combat de cage est un sport qui rapporte de l'argent à ceux qui le pratiquent.

En Algérie, ses médailles ne lui ont même pas permis d'acheter un logement. "Je suis champion d'Afrique individuel et en équipe. Mais je n'ai toujours pas de maison", martèle le judoka. Il connaît aussi Réda Lecheheb et comprend pourquoi il a plié bagage. "On lui a dit qu'il n'y avait pas de postes budgétaires dans sa spécialité. Il était au chômage. Il n'avait pas trop le choix", relate Omar. Peut-être qu'il aurait également opté pour l'étranger s'il avait su qu'il deviendrait un champion infortuné. "Si c'était à refaire. Je partirai", dit-il. Plein d'amertume, le judoka dénonce l'ingratitude dont les adeptes des sports individuels font l'objet alors qu'ils ont honoré l'Algérie à plusieurs occasions. "Hormis le football, toutes les autres disciplines sont négligées", note Omar. À titre de comparaison, il cite le montant dérisoire des primes que touchent les judokas lors de leur participation à des tournois internationaux.

Elles sont évaluées à quelques centaines de milliers de dinars en moyenne contre des montants faramineux en devises pour les footballeurs du onze national. Le traitement inconvenant d'Amar Benyekhlef, vice-champion olympique, illustre, à ses yeux, le mépris dont sont victimes les judokas. "On lui a fait don d'un logement LSP qu'il a été obligé de payer par la suite", révèle Omar. Selon lui, la situation risque de s'aggraver si les clubs continuent à tourner le dos au professionnalisme. "Le Mouloudia d'Alger est le seul à payer ses judokas. Mais ce n'est pas grand-chose", observe l'athlète en précisant que ces émoluments couvrent uniquement la période de la compétition. "Si un judoka se blesse et se retrouve sur la touche, personne ne lui payera un salaire. C'est un peu comme le cheval. En cas d'infirmité, son maître l'achève", assène Omar. Ne tarissant pas d'exemples, il illustre la précarité de ses camarades en citant le cas de l'un d'entre eux, un ingénieur qui travaille comme agent de sécurité à la Sonelgaz. Aguerri, l'ex-champion d'Afrique entend désormais prendre son destin en main. À son arrivée en Grande-Bretagne, il compte signer une licence avec un club. Le contrat lui permettra d'avoir un titre de séjour dans le pays et de lui procurer l'aisance matérielle dont il rêve. D'ici là, il s'initie à d'autres sports comme la boxe pour être prêt à affronter les colosses de la cage.

À Londres, l'attend Salim Bougoffa, un ancien judoka de l'est du pays qui a propulsé un Irakien, Ryad El Azaoui, à la tête du palmarès mondial du kick boxing. Entre le début de sa carrière sportive au club Sider d'Annaba et sa consécration comme entraîneur de champion planétaire, Salim a traversé un certain nombre d'épreuves et la Méditerranée pour assouvir ses rêves de réussite et de gloire. Il a quitté l'Algérie en 1993, alors qu'il avait à peine 22 ans. À cette époque, sa famille avait réintégré la ville de Batna d'où elle est originaire.

À la mort de son père, Salim interrompt ses études de droit et opte pour un cycle court dans le paramédical, afin d'avoir un emploi dans l'hôpital de la ville. Mais, avec le temps, il se rend compte qu'un salaire de technicien de la santé ne pouvait pas lui permettre de nourrir sa mère, ses frères et ses sœurs dont il était le seul soutien financier. À la place, il largue les amarres, direction l'Italie, la Grèce puis la France et enfin le Royaume-Uni où il arrive en 1996. Il est sans papiers, mais travaille au noir et très dur pour envoyer de l'argent aux siens. Grâce à sa dextérité de judoka, il devient garde du corps. Depuis quelques années, il dirige une entreprise de garde rapprochée et offre ses services aux émirs du Golfe lors de leurs déplacements au Royaume-Uni. En même temps, il monnaie ses compétences sportives en entraînant des professionnels de

combat de cage et des amateurs d'arts martiaux. Salim a quitté l'Algérie alors qu'il était détenteur d'une ceinture noire. Il l'a obtenue quand il était judoka au Mouloudia de Batna. Sacré champion de la région est du pays, il pensait avoir mérité sa place au sein de l'équipe nationale. Mais il n'a jamais été convoqué ni pris part de ce fait à un tournoi international. "Je ne sais pas si c'est une question de régionalisme. Mais les gens d'Alger ont toujours été favorisés", dit-il. La capitale lui a réservé un accueil plutôt mitigé lorsqu'il s'y est rendu pour passer un concours d'entrée à l'Institut supérieur des techniciens du sport (ISTS). Il a été recalé et ce fut le motif de trop qui l'a poussé sur le chemin de l'exil. Aujourd'hui, l'ancien judoka des Aurès roule en 4x4 et porte une montre diamantée que ses clients du Golfe lui ont offerte en remerciements pour ses loyaux services. Grâce à ses compétences sportives et à sa ténacité, Salim a ramassé assez d'argent pour mettre à l'abri sa famille en Algérie et offrir un bel avenir à ses enfants. Ses trois garçons pratiquent le karaté. "Ils se débrouillent assez bien", dit-il avec fierté. Secrètement, il souhaite qu'ils deviennent des champions internationaux, un projet que lui-même n'a pas pu réaliser dans son pays à cause d'une carrière abrégée par la marginalisation sociale et sportive. "Je suis toujours content d'entendre parler d'athlètes algériens qui ont réussi à l'étranger", dit-il en citant l'exemple de Djamaledine (dit Djamo) Nezzar, un ancien judoka issu comme lui de Batna et qui s'est converti dans le body-building aux États-Unis. Mais combien d'autres ont brillé ? Le sort tragique de Réda Lecheheb et de Sid Ali Mellal montre que tous les sportifs qui grossissent les contingents des harraga ne vivent pas toujours un conte de fées. Vu de près, la mort des deux judokas n'est pas totalement accidentelle. Ils n'auraient jamais mis les pieds à Luton où une voiture de police les a tués si leur vie était meilleure dans leur pays.

Quelque part à Alger, des responsables politiques et sportifs doivent se sentir un peu coupables de leur décès. Les victimes ont été enterrées dans l'anonymat au moment où l'ensemble des Algériens avait les yeux rivés sur les écrans de télévision pour regarder les Verts en Coupe du monde.